

Émoluments pour le poste de gouverneur général;

À RÔLE SYMBOLIQUE, SALAIRE SYMBOLIQUE...

OTTAWA, le 22 février – Le Bloc Québécois a présenté un projet de loi visant à faire en sorte que le salaire du ou de la titulaire de la fonction de gouverneur général du Canada ne soit plus que de un dollar et que la pension de retraite associée à cette fonction soit abolie. «Cette fonction surannée, rappelant une époque coloniale heureusement révolue, revêt un caractère essentiellement symbolique et s'accompagne de nombreux avantages déjà fort intéressants pour toute personne qui voudrait l'occuper. Ne serait-il donc pas normal, dans les circonstances, que ses émoluments soient tout aussi symboliques?», de déclarer le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron.

«En outre, la fonction de gouverneur général rappelle l'oppression dont notre peuple a fait l'objet depuis la conquête de 1759, qu'on pense simplement à la sombre période de la «Cligue du château», au cours de laquelle le représentant de la couronne et son aéroplane gouvernaient au mépris des règles démocratiques les plus élémentaires et qui a donné lieu à la rébellion des Patriotes. À défaut de pouvoir abolir purement et simplement cette fonction d'un autre âge, ce que permet difficilement le cadre politique et constitutionnel actuel, la rémunération de son ou sa titulaire devrait être purement symbolique, d'autant que ce sont les contribuables qui nourrissent et blanchissent à grands frais la personne qui occupe la somptueuse résidence de Rideau Hall, dont les principales responsabilités sont d'assister à des réceptions mondaines et de serrer des mains», d'ajouter M. Bergeron.

Le projet de loi C-271 établit que le gouverneur général recevra un «traitement annuel de 1 \$ à partir du 1^{er} février 2021», plutôt que les 270 602 \$ normalement versés à la personne occupant cette fonction, et ce, à même les fonds publics. Le projet de loi C-271 abolit également la pension de retraite du représentant ou de la représentante de la monarchie britannique.

«Il est plus que temps de mettre un terme au gaspillage éhonté de fonds publics qu'entraîne cette fonction dépassée. Pendant que les gouvernements peinent à faire face aux effets de la pandémie, il est tout simplement intolérable d'allouer autant de ressources pour permettre à quelqu'un de parader au nom de la souveraine britannique. Les personnes qui seraient intéressées à remplacer Julie Payette doivent savoir que les contribuables ne toléreront plus de devoir financer une rémunération trois fois plus élevée que le salaire moyen d'une famille québécoise. Les finances publiques ne sont pas un puit sans fond permettant d'entretenir une personne occupant une fonction symbolique qui ne devrait plus avoir sa place au XXI^{ème} siècle», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)